

Pour diffusion immédiate

**TRANSCONTINENTAL CONNAÎT UNE FORTE AMÉLIORATION DE SA RENTABILITÉ
POUR UN QUATRIÈME TRIMESTRE CONSÉCUTIF
ET RENOUÉ AVEC LA CROISSANCE INTERNE DE SES REVENUS**

- Croissance de 18 % du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté par rapport au deuxième trimestre 2009 malgré une diminution de 4 % des revenus; sur une base comparable, les revenus ont augmenté de 2 %.
- Croissance de 14 % du bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté; par action participante, il a augmenté de 0,37 \$ à 0,42 \$.
- Augmentation de 211,3 millions de dollars du bénéfice net attribuable aux actions participantes, qui est passé d'une perte de 144,3 millions de dollars à un bénéfice de 67 millions; par action participante, il est passé d'une perte de 1,79 \$ à un bénéfice de 0,83 \$.
- Acquisition de LIPSO, un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles, ce qui bonifie l'offre de communications marketing de la Société et reflète sa stratégie de croissance du côté des nouveaux médias et des plateformes numériques.
- Dans le cadre du développement stratégique de son offre de solutions aux communautés locales au Canada, lancement des sites Internet de prémagasinage dealstreet.ca et publisac.ca, d'un outil de gestion de réputation en ligne destiné aux entreprises sur weblocal.ca, et de quatre journaux hebdomadaires au Québec.
- Poursuite de l'implantation d'une plateforme pancanadienne hybride d'impression de journaux et de circulaires qui sera pleinement fonctionnelle avant la fin de 2010.
- Conclusion de la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage de Transcontinental aux États-Unis avec IWCO Direct, pour un produit net de 105,7 millions de dollars.
- Amélioration substantielle de la situation financière de la Société avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 2,08 au 30 avril 2010, par rapport à 2,40 au 31 janvier 2010 et à 2,59 au 31 octobre 2009.

Montréal, le 8 juin 2010 – Au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2010, Transcontinental a renoué avec la croissance interne positive de ses revenus et généré, pour un quatrième trimestre consécutif, une hausse de son bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. Les activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle*, la contribution du secteur des communications marketing et la stabilisation du marché dans certains créneaux traditionnels ont particulièrement contribué à la croissance interne des revenus alors que le plein effet des mesures de rationalisation déployées au cours de l'exercice précédent et l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle expliquent en grande partie la solide progression du bénéfice d'exploitation.



Transcontinental a également renforcé sa situation financière, ce qui lui permet d'investir dans le développement numérique de son secteur des médias et le développement de ses activités de communications marketing, comme le démontre l'acquisition de LIPSO, un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles.

« Je suis très satisfait des résultats de notre deuxième trimestre et de la performance des quatre derniers trimestres qui ont tous été supérieurs aux trimestres comparables précédents, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de Transcontinental. Nous continuons à bâtir systématiquement le nouveau Transcontinental en accompagnant nos clients dans leur stratégie marketing axée sur la personnalisation publicitaire et les nouvelles plateformes de communication tout en renforçant nos activités traditionnelles porteuses qui demeurent des outils marketing extrêmement efficaces. Combinée aux efforts quotidiens d'innovation et d'amélioration continue de la part de nos employés, cette stratégie nous permet de profiter pleinement des occasions qui se présentent de plus en plus dans chacun de nos créneaux. »

Transcontinental a poursuivi l'amélioration de sa situation financière au cours du trimestre avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 2,08 au 30 avril 2010, par rapport à 2,40 au 31 janvier 2010 et à 2,59 au 31 octobre 2009.

Faits saillants financiers

Au cours du deuxième trimestre de 2010, Transcontinental a affiché des revenus consolidés de 510,0 millions de dollars, comparativement à 531,1 millions au trimestre correspondant de 2009, en baisse de 4 %. Si l'on exclut les cessions de publications ou les fermetures d'usines, l'effet du papier et l'effet du taux de change, les revenus ont augmenté de 2 %.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté, qui ne tient pas compte des éléments inhabituels, a augmenté de 18 %, passant de 77 millions de dollars à 91 millions. Cette augmentation est surtout attribuable au plein effet des mesures de rationalisation déployées au cours de l'exercice financier précédent, à l'efficacité accrue des équipements de production, ainsi qu'à la contribution de l'impression du *San Francisco Chronicle*.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 211,3 millions de dollars, passant d'une perte de 144,3 millions au deuxième trimestre de 2009 à un bénéfice de 67,0 millions en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et à une dépréciation d'actifs et de frais de restructuration au deuxième trimestre de 2009, combinées à un gain réalisé sur la vente de la quasi-totalité des actifs du Groupe du publipostage aux États-Unis le 1^{er} avril dernier et à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté en 2010. Par action participante, le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé d'une perte de 1,79 \$ à un bénéfice de 0,83 \$.

Pour sa part, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 14 %, passant de 30,0 millions de dollars en 2009 à 34,3 millions en 2010. Par action participante, le bénéfice net



attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 0,37 \$ à 0,42 \$, également en hausse de 14 %.

Enfin, la marge d'exploitation avant amortissement ajustée a fait un bond appréciable, passant de 14,5 % en 2009 à 17,8 % en 2010. Cette hausse est principalement due au plein effet des mesures de rationalisation mises en place en 2009 et à l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, les revenus consolidés ont diminué de 7 %, passant de 1,10 milliard de dollars à 1,02 milliard, alors que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté a augmenté de 26 %, passant de 136,2 millions de dollars à 172,1 millions. Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé d'une perte de 150,7 millions de dollars au cours de la première moitié de 2009 à un gain de 93,2 millions en 2010; par action participante, le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé d'une perte de 1,87 \$ à un gain de 1,16 \$. Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 24 %, passant de 49,3 millions de dollars à 61,2 millions; par action participante, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a également augmenté de 25 %, passant de 0,61 \$ à 0,76 \$.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010* que vous trouverez sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».

Faits saillants de l'exploitation

Voici les principaux faits saillants de l'exploitation à ce jour.

- Répondant à la demande grandissante des clients, Transcontinental a bonifié son offre de solutions de communications marketing utilisant les nouveaux médias et les plateformes numériques en faisant l'acquisition, le 30 avril 2010, de LIPSO, un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées incluant la connectivité, la gestion des transactions et le développement d'applications. Cette acquisition permet à Transcontinental d'ajouter plusieurs nouveaux services clés à son offre de communications marketing, dont la lecture de codes à barres sur les appareils cellulaires. Cette technologie mobile rend possible le couponnage électronique dans le domaine de la vente au détail ou la billetterie électronique dans les transports et le divertissement.
- Au cours du deuxième trimestre, le secteur des médias a poursuivi le développement stratégique de son offre de solutions aux communautés locales au Canada. Ainsi, le secteur a procédé au lancement officiel des sites de prémagasinage en ligne dealstreet.ca et publisac.ca qui distribuent quotidiennement des milliers de rabais de détaillants aux consommateurs selon leur localisation géographique. Le site de recherche d'entreprises, weblocal.ca, a aussi lancé le premier outil de gestion de la réputation en ligne pour les annonceurs qui s'abonnent à ses services.
- L'offre de solutions aux communautés locales est un axe important de croissance pour Transcontinental. C'est dans ce contexte que s'inscrit aussi le lancement de quatre nouveaux



hebdomadaires au Québec et de leur site Internet. Les quatre nouveaux outils d'information sont : le *Rive-Sud Express.ca*, desservant les villes de Longueuil, de Brossard et de Saint-Lambert sur la Rive-Sud de Montréal ; le *Point de vue Sainte-Agathe* et le *Point de vue Mont-Tremblant*, dans les Laurentides ; ainsi que le journal *l'Abitibi Express* dans les villes de Val-d'Or et d'Amos en Abitibi. Depuis longtemps, les citoyens de ces régions souhaitaient la venue de Transcontinental afin de lancer un outil d'information locale et régionale basé, entre autres, sur le concept de « collaboration citoyenne ». Ces nouveaux journaux, combinés aux nouvelles offres numériques, permettront aussi aux entreprises locales de bénéficier d'une offre média bonifiée dans leur marché respectif.

- Aussi, du côté des produits de médias imprimés, Transcontinental a procédé au lancement d'un premier *bookzine* de langue française au Canada : *PREMIUM – l'intelligence en affaires*. Ce bimestriel de pointe et haut de gamme de management, destiné aux cadres des entreprises, marie le meilleur du magazine et du livre et complète le portefeuille des titres d'affaires de Transcontinental.
- L'innovation et des équipements à la fine pointe permettent à Transcontinental d'augmenter ses parts de marché dans l'impression de journaux et de circulaires. Au cours des derniers mois, plusieurs nouveaux clients se sont ajoutés à son réseau pancanadien d'impression et de distribution de circulaires. Aux États-Unis, à la nouvelle usine de Fremont, en Californie, où l'impression du *San Francisco Chronicle* a maintenant atteint sa vitesse de croisière, un nouveau client, éditeur de journaux hebdomadaires dans la région de San Jose, a été intégré et l'impression d'un de ces journaux a débuté au mois d'avril dernier. C'est dans cette perspective de développement que s'inscrit l'implantation d'une plateforme hybride d'impression de journaux et de circulaires dans le cadre d'un contrat de 1,7 milliard de dollars, sur 18 ans, avec *The Globe and Mail*, une première au Canada. Cette plateforme sera fonctionnelle avant la fin de 2010.
- Après le dépôt de son premier rapport sur le développement durable élaboré selon la norme GRI (Global Reporting Initiative) en février 2010, Transcontinental continue d'affirmer son leadership en matière de développement durable. Au cours du deuxième trimestre, son entité Constructo a ainsi mis en ligne *voirvert.ca*, le premier portail francophone entièrement dédié au bâtiment durable et écologique au Québec et spécialement conçu pour répondre aux besoins des professionnels et des gestionnaires œuvrant dans le domaine. L'engagement de Transcontinental envers le développement durable lui a aussi valu le prix « Best of Show » remis à l'entreprise la plus progressive en matière d'environnement au Canada au cours de la dernière année, toutes catégories confondues. Ce prix, ainsi que la palme d'or dans la catégorie « Imprimeur le plus écologiquement innovateur au Canada » parmi les entreprises de plus de 500 employés, lui ont été remis lors de la cinquième cérémonie annuelle des Environmental Printing Awards, organisée par le magazine *PrintAction*. Enfin, dans la foulée de la récente entente historique touchant la conservation de la forêt boréale, Transcontinental a été reconnue pour sa grande contribution aux efforts de préservation par le biais, notamment, de sa politique d'achat de papier. Rappelons que cette entente, signée par une vingtaine de grandes entreprises forestières et près d'une dizaine de grands groupes environnementaux, vise à conserver une vaste superficie de la forêt boréale, à



protéger le caribou forestier, une espèce menacée, et à appliquer les normes environnementales les plus élevées en matière d'aménagement forestier.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR
(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0 \$	(144,3) \$	93,2 \$	(150,7) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	-	3,4	-
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(34,7)	2,3	(32,9)	16,2
Part des actionnaires sans contrôle	-	(0,1)	0,3	0,2
Impôts sur les bénéfices	10,7	(13,6)	15,5	(16,1)
Escompte sur vente de débiteurs	0,3	1,4	0,9	3,1
Frais financiers	10,5	8,7	20,5	16,1
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	-	169,3	-	169,3
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	2,8	23,9	4,7	40,4
Bénéfice d'exploitation ajusté	58,3	47,6	105,6	78,5
Amortissement	32,7	29,4	66,5	57,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	91,0 \$	77,0 \$	172,1 \$	136,2 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0 \$	(144,3) \$	93,2 \$	(150,7) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(34,7)	2,3	(32,9)	16,2
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	2,0	17,3	3,3	29,1
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	-	154,7	-	154,7
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34,3	30,0	61,2	49,3
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,8	80,8	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,42 \$	0,37 \$	0,76 \$	0,61 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(57,4) \$	(23,6) \$	(0,8) \$	9,2 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(128,1)	(74,2)	(134,0)	(91,0)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,7 \$	50,6 \$	133,2 \$	100,2 \$
Dette à long terme			786,7 \$	746,8 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			5,9	175,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(14,6)	(6,8)
Endettement net			778,0 \$	915,3 \$



Affaires de la Société

Le 1^{er} avril 2010, ayant rempli les exigences réglementaires américaines, Transcontinental a annoncé la conclusion de la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage aux États-Unis à IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota. Une entente pour la vente de ces actifs avait été annoncée le 10 février 2010 sous réserve des approbations réglementaires. Les actifs sont situés dans les villes de Warminster et Hamburg, en Pennsylvanie, ainsi qu'à Fort Worth, au Texas, et à Downey, en Californie. Le produit net de la transaction s'élève à 105,7 millions de dollars. Cette décision reflète la volonté de la direction de concentrer ses énergies sur ses activités de base porteuses et de mettre l'accent sur le développement de son offre de produits et services numériques. Rappelons que Transcontinental demeure le leader du marketing direct au Canada.

Dividende

À sa réunion du 8 juin 2010, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action participante sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ces dividendes seront versés le 22 juillet 2010 aux détenteurs d'actions participantes inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 2 juillet 2010. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 0,36 \$ par action participante.

Par ailleurs, un dividende trimestriel de 0,4207 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, sera versé aux détenteurs de ces actions le 15 juillet 2010. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats trimestriels, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15 (heure de l'Est). Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nessa Prendergast, directrice des relations avec les médias, au 514 954-2809.

Profil

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et deuxième éditeur de journaux locaux et régionaux au pays, et sa plateforme numérique diffuse un contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Transcontinental offre également des services et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de



prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et des solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 11 000 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2009. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Note : Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, les taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à mettre en œuvre son plan stratégique et son plan de rationalisation, à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles en date du 8 juin 2010. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

– 30 –

Pour renseignements :

Médias
Nessa Prendergast
Directrice des relations avec les médias
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2809
nessa.prendergast@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière
Jennifer F. McCaughey
Directrice des relations avec les investisseurs
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca



Rapport de gestion pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010

L'objectif de ce *Rapport de gestion* est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre la stratégie de développement, la performance en relation avec les objectifs, les attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que la façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le *Rapport de gestion* a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 8 juin 2010.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce *Rapport de gestion*, sont aussi utilisées certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 17.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, au sein desquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur par l'entremise du résultat étendu, selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT	2
MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
PRÉAMBULE	4
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010	4
FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010	5
STRATÉGIE	5
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	5
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	7
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010.....	8
REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010	11
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2010... 14	
CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR.....	17
SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	18
SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL	19
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	21
EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES	21
RISQUES ET INCERTITUDES	26
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION	29
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	29
PERSPECTIVES	29

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture du présent rapport, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

<u>Termes utilisés</u>	<u>Définitions</u>
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice d'exploitation ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents, et des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices
Endettement net	Dettes à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme et le découvert bancaire, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs concernant notre projet d'affaires *Évolution 2010*, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain, le peso mexicain et l'euro; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des transactions stratégiques; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 8 juin 2010.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et deuxième éditeur de journaux locaux et régionaux au pays, et sa plateforme numérique diffuse un contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Transcontinental offre également des services et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et des solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 11 000 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2009.

PRÉAMBULE

Les états financiers consolidés et l'ensemble des données financières présentées dans ce rapport de gestion ont été retraités pour présenter le résultat net des activités abandonnées. En conséquence, ces informations financières sont celles de nos activités poursuivies et, à l'exception du bénéfice net attribuable aux actions participantes, elles excluent les résultats de nos activités de publipostage aux États-Unis.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Nous avons généré une croissance interne positive au chapitre de nos revenus ainsi que de notre bénéfice d'exploitation ajusté, et ce, malgré des conditions de marché stabilisées mais encore difficiles. En effet, nos revenus ont augmenté de 10,3 millions de dollars, soit 1,9 %, en excluant les cessions et fermetures, l'effet du papier et des taux de change, principalement dû à la contribution de nos activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle*, de notre secteur des communications marketing ainsi qu'à une stabilisation de certains de nos créneaux plus traditionnels. En ce qui a trait à notre bénéfice d'exploitation ajusté, il a augmenté de 8,5 millions, soit 17,9 %, en excluant les cessions et fermetures, l'effet du papier et des taux de change, principalement dû au plein effet des mesures de rationalisation déployées au cours du dernier exercice, de nos activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle* ainsi qu'à une efficacité opérationnelle accrue.

De plus, notre bénéfice net attribuable aux actions participantes a bondi de 211,3 millions de dollars passant d'une perte de 144,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 à un bénéfice de 67,0 millions en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et une dépréciation d'actifs et frais de restructuration en 2009 combinées à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis le 1^{er} avril dernier.

Par conséquent, nous avons du même coup solidifié considérablement notre situation financière au cours du trimestre. Au 30 avril 2010, notre ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 2,08 comparativement à 2,40 au 31 janvier 2010 et à 2,59 au 31 octobre 2009.

Finalement, afin de bonifier notre offre de communications marketing et poursuivre dans notre stratégie de croissance par le biais des nouveaux médias et des plateformes numériques, nous avons acquis à la fin du trimestre LIPSO Systèmes, un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles.

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Les revenus pour le deuxième trimestre de 2010 ont diminué de 4,0 % par rapport au trimestre correspondant en 2009. Ils sont passés de 531,1 millions de dollars à 510,0 millions. Hormis les cessions ou les fermetures de publications et d'usines, l'effet du papier ainsi que l'effet du taux de change, les revenus ont augmenté de 1,9 %.
- Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté a augmenté de 18,2 %. Il est passé de 77,0 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2009 à 91,0 millions en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable au plein effet des mesures de rationalisation déployées au cours de l'exercice 2009 ainsi qu'à l'efficacité opérationnelle accrue de nos équipements de production et la contribution de l'impression du quotidien *San Francisco Chronicle*.
- La marge d'exploitation avant amortissement ajustée a augmenté, passant de 14,5 % en 2009 à 17,8 % en 2010. Cette hausse est principalement attribuable à nos mesures de rationalisation combinées à une amélioration de notre efficacité opérationnelle.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 211,3 millions de dollars, passant d'une perte de 144,3 millions de dollars en 2009 à un bénéfice de 67,0 millions en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et une dépréciation d'actifs et frais de restructuration en 2009 combinées à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis et à une augmentation du bénéfice d'exploitation. Ces éléments sont partiellement compensés par une augmentation des impôts sur les bénéfices ainsi que des dividendes sur actions privilégiées. Par action, il a augmenté, passant d'une perte de 1,79 \$ à un bénéfice de 0,83 \$.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 4,3 millions de dollars, ou 14,3 %, passant de 30,0 millions en 2009 à 34,3 millions en 2010. Par action, il est passé de 0,37 \$ à 0,42 \$.
- Nous avons considérablement amélioré notre situation financière. Au 30 avril 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 2,08 comparativement à 2,59 au 31 octobre 2009.
- Nous avons conclu la vente de la quasi-totalité des actifs du Groupe du publipostage aux États-Unis dont le produit net s'est établi à 105,7 millions de dollars. Par conséquent, un gain lié à l'abandon de ces activités de 38,3 millions a été comptabilisé, déduction faite des impôts y afférents.
- Nous avons acquis LIPSO Systèmes, un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles intégrées incluant la connectivité, la gestion des transactions et le développement d'applications.

STRATÉGIE

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous reconnaissons le caractère crucial des enjeux environnementaux et prenons de grandes précautions pour protéger la nature. Transcontinental ne figure pas parmi les grands producteurs de gaz à effet de serre (GES), mais cela ne nous dispense pas de nous soucier de l'effet de nos activités sur la qualité de l'air. Comme nous nous efforçons chaque jour de réduire notre impact sur l'environnement, nos politiques et procédures d'entreprise en matière d'environnement se fondent sur trois principes directeurs : (1) protéger l'environnement pour la présente génération et les générations futures; (2) réduire les risques et améliorer l'efficacité, et (3) introduire des technologies et des procédés de pointe. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

D'ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, la Société a été honorée pour son engagement envers le développement durable lors de la cérémonie des Environmental Printing Awards, en y remportant le prix « Best of Show » qui vise à reconnaître l'entreprise la plus progressive en matière d'environnement au cours de la dernière année, toutes catégories confondues. La Société a également remporté la palme d'or dans la catégorie « Imprimeur le plus écologiquement innovateur au Canada » comptant plus de 500 employés.

De plus, la Société a déposé, en février dernier, son *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement* élaboré selon la norme *Global Reporting Initiative* (GRI). Ce rapport précise l'engagement de Transcontinental sur la voie du développement durable autour de quatre thèmes :

- **Engagement et adhésion** : mobiliser les employés à tous les niveaux de l'entreprise, ainsi que ses fournisseurs, clients et partenaires.
- **Innovation, force essentielle à l'interne comme à l'externe** : soutenir et récompenser l'innovation comme élément clé de la stratégie.
- **Geste à la parole** : fixer des objectifs concrets et significatifs et mesurer les progrès.
- **Parcours commun** : communiquer les défis et les réussites à chaque étape du parcours.

Voici quelques réalisations de Transcontinental mentionnées dans ce rapport :

- **Émissions de gaz à effet de serre** : réduction de 11 % au cours de la dernière année et mise sur pied d'un programme global de gestion de l'énergie visant une réduction de 15 % en 2012 par rapport au niveau de 2008.
- **Politique d'achat de papier** : hausse de l'utilisation des papiers des catégories Or et Or Plus, au sommet de la hiérarchie écologique de la classification élaborée par Transcontinental; ces derniers représentent 48 % du papier acheté en 2009, comparativement à 22 % en 2008.
- **Traçabilité** : obtention de la triple certification (FSC/SFI/PEFC) de traçabilité des produits forestiers dans 42 imprimeries de Transcontinental.
- **Programmes de recyclage** : récupération de 700 tonnes de papier dans le métro de Montréal et contribution de 480 000 \$ aux programmes de recyclage provinciaux et municipaux.
- **Santé, sécurité et mieux-être** : diminution du taux de fréquence des accidents compensables de 1,30 en 2008 à 1,08 en 2009.
- **Mécénat** : investissement d'environ 5,7 millions de dollars dans des causes sociales et humanitaires en 2009, sous forme de dons et commandites.
- **Certification LEED** : Certification « Argent » de la norme LEED pour Transcontinental Northern California, l'usine construite à Fremont, en Californie, pour imprimer notamment le *San Francisco Chronicle*.

Pour de plus amples renseignements, le *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement* est disponible sur notre site Internet au www.transcontinental.com.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Pour les périodes de trois et six mois terminés les 30 avril
(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril			Six mois terminés les 30 avril		
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %
Exploitation						
Revenus	510,0 \$	531,1 \$	-4%	1 021,6 \$	1 095,9 \$	-7%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	91,0	77,0	18%	172,1	136,2	26%
Bénéfice (perte) d'exploitation	55,5	(145,6)	s.o.	100,9	(131,2)	s.o.
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	58,3	47,6	22%	105,6	78,5	35%
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0	(144,3)	s.o.	93,2	(150,7)	s.o.
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	34,3	30,0	14%	61,2	49,3	24%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	70,7	50,6	40%	133,2	100,2	33%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(57,4)	(23,6)	s.o.	(0,9)	9,2	s.o.
Investissements						
Acquisitions d'immobilisations corporelles	26,3	62,6	-58%	89,0	159,8	-44%
Acquisitions d'entreprises ⁽²⁾	2,2	1,3	69%	2,8	13,0	-78%
Données par action (de base)						
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	0,83	(1,79)	s.o.	1,16	(1,87)	s.o.
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	0,42	0,37	14%	0,76	0,61	25%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	0,88	0,63	40%	1,65	1,24	33%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(0,70)	(0,29)	s.o.	(0,00)	0,11	s.o.
Dividendes sur actions participantes	0,09	0,08	13%	0,17	0,16	6%
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)						
	80,8	80,8		80,8	80,8	
				Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009	Au 30 avril 2009
Situation financière						
Total de l'actif				2 488,2 \$	2 549,7 \$	2 479,2 \$
Endettement net ⁽¹⁾				778,0	791,1	915,3
Capitaux propres				1 193,5	1 115,2	942,0
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)				2,08	2,59 ⁽³⁾	3,38 ⁽³⁾
Capitaux propres par action				14,77 \$	13,80 \$	11,66 \$
Nombre d'actions participantes en fin de période (en millions)						
				80,8	80,8	80,8
⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures non conformes aux PCGR » à la page 17 de ce Rapport de gestion.						
⁽²⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.						
⁽³⁾ Comme publié initialement.						

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus		Bénéfice d'exploitation ajusté		Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	
	\$	%	\$	%	\$	%
Résultats - Deuxième trimestre de 2009	531,1		47,6		(144,3)	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(21,2)	(4,0) %	(0,6)	(1,3) %	(0,6)	s.o.
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	37,0	s.o.
Activités existantes						
Effet du papier	(6,8)	(1,3) %	2,1	4,4 %	1,7	s.o.
Taux de change	(3,4)	(0,6) %	0,7	1,5 %	0,6	s.o.
Croissance interne	10,3	1,9 %	8,5	17,9 %	4,3	s.o.
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	170,0	s.o.
Dividendes sur actions privilégiées	-	- %	-	- %	(1,7)	s.o.
Résultats - Deuxième trimestre de 2010	510,0	(4,0) %	58,3	22,5 %	67,0	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du deuxième trimestre de 2010 et ceux du deuxième trimestre de 2009.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 21,2 millions de dollars et diminué le bénéfice d'exploitation ajusté de 0,6 million. La réduction des revenus provient principalement des dispositions et des fermetures dans le secteur de l'impression, telles que la vente de notre usine du Groupe du détail située en Ohio, et, dans une moindre mesure, du secteur des médias avec la fermeture de quelques publications et journaux. Déduction faite des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur effet négatif sur le bénéfice net s'est établi à 0,6 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément négatif de 6,8 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu des effets positifs respectivement de 2,1 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 1,7 million sur le bénéfice net.
- L'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et mexicaine a occasionné une diminution de 3,4 millions de dollars des revenus et une augmentation de 0,7 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au cours du deuxième trimestre de 2010, l'effet relatif aux taux de change a surtout été attribuable à la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine. La variation du taux de change moyen au cours du deuxième trimestre de 2010, comparativement à la moyenne au cours du deuxième trimestre de 2009, s'établissait à 15,4 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et à 5,5 %, en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif d'environ 2,1 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 1,3 million de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet positif de 0,3 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars

américains, ont causé un effet négatif de 1,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 1,6 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 0,6 million de dollars.

- La croissance interne positive des revenus s'est établie à 10,3 millions de dollars, ou 1,9 %, au deuxième trimestre de 2010. Cette hausse est attribuable, en grande partie, à la contribution de nos activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle*, de notre secteur des communications marketing ainsi qu'à une stabilisation de certains de nos créneaux plus traditionnels.
- La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 8,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, une amélioration de 17,9 %, est principalement attribuable au plein effet du plan de rationalisation mis en place au cours de l'exercice 2009 et à l'amélioration soutenue de notre efficacité opérationnelle qui ont largement compensé la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur des communications marketing qui poursuit le développement de son offre de produits numériques et de services marketing par l'entremise d'investissements stratégiques.

Amortissement

Les dépenses en amortissement ont augmenté de 3,3 millions de dollars, soit 11,2 %, au deuxième trimestre de 2010. Elles s'établissent à 32,7 millions de dollars, comparativement à 29,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009. Cette hausse provient principalement du démarrage de notre usine de Fremont en Californie, où l'on imprime principalement le quotidien *San Francisco Chronicle*, et des investissements complétés à l'usine de Transcontinental Transmag à Montréal, partiellement compensés par l'effet du taux de change et les cessions ou les fermetures de publications et d'usines.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au deuxième trimestre de 2010, un montant de 2,8 millions de dollars avant impôts (2,0 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 2,4 millions de dollars proviennent de la réduction d'effectifs et 0,4 million de dollars provient de la dépréciation d'actifs et du transfert d'équipements.

Au deuxième trimestre de 2009, un montant de 23,9 millions de dollars avant impôts (17,3 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Dépréciation d'actifs et transfert d'équipements de 10,8 millions de dollars avant impôts (8,2 millions après impôts) reliés à du matériel de production qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse de l'activité de certaines de nos entités.
- Réduction d'effectifs de 13,1 millions de dollars avant impôts (9,1 millions après impôts) reliée au plan de rationalisation annoncé au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au deuxième trimestre de 2009, un montant de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,7 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondaient à la radiation d'écarts d'acquisition dans les secteurs de l'impression et des communications marketing associée essentiellement, à nos activités

d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants étaient liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 0,7 million de dollars, soit 6,9 %. Ils s'établissent à 10,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, comparativement à 10,1 millions au deuxième trimestre de 2009. Cette augmentation est principalement attribuable aux taux d'intérêt plus élevés liés aux ententes de financement conclues au cours du dernier exercice. Cette hausse est toutefois compensée par un niveau d'endettement net inférieur à celui de 2009 en raison de la vente de la quasi-totalité de nos activités de publipostage aux États-Unis, l'émission d'actions privilégiées ainsi que l'effet relié à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et européenne.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 24,3 millions de dollars, passant d'un recouvrement de 13,6 millions au deuxième trimestre 2009 à une dépense de 10,7 millions pour le deuxième trimestre de 2010. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ainsi que sur la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 11,5 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 24,2 %, comparativement à 7,6 millions, ou 20,3 %, au deuxième trimestre 2009. Cette augmentation du taux d'imposition est surtout attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts.

Activités abandonnées

Au cours du deuxième trimestre de 2010, la Société a annoncé la clôture de la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage aux États-Unis pour un produit net de 105,7 millions de dollars. Un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 34,7 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré au cours de la même période, incluant un gain lié à l'abandon des activités de 38,3 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 3,6 millions de dollars (2,3 millions en 2009) liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents.

Dividendes sur actions privilégiées

Au cours du deuxième trimestre de 2010, des dividendes sur actions privilégiées de 1,7 million de dollars ont été considérés relativement aux actions privilégiées série D.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 211,3 millions de dollars, passant d'une perte nette de 144,3 millions au deuxième trimestre de 2009 à un bénéfice net de 67,0 millions pour le deuxième trimestre de 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et une dépréciation d'actifs et frais de restructuration en 2009 combinées à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis et à une augmentation du bénéfice d'exploitation en 2010. Ces éléments sont partiellement compensés par une augmentation des impôts sur les bénéfices ainsi que des dividendes sur actions privilégiées. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte nette de 1,79 \$ à un bénéfice net de 0,83 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 4,3 millions de dollars, ou 14,3 %, passant de 30,0 millions au deuxième trimestre de 2009 à 34,3 millions au deuxième trimestre de 2010. Par action, il a augmenté de 0,05 \$, passant de 0,37 \$ à 0,42 \$.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Analyse des principaux écarts – Résultats sectoriels Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des communications marketing	Secteur des médias	Résultats intersectoriels et autres résultats	Résultats consolidés
Revenus - Deuxième trimestre de 2009	379,0 \$	25,6 \$	151,2 \$	(24,7) \$	531,1 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(16,1)	-	(5,1)	-	(21,2)
Activités existantes					
Effet du papier	(6,8)	-	-	-	(6,8)
Taux de change	(2,1)	(1,3)	-	-	(3,4)
Croissance interne	0,3	4,0	2,2	3,8	10,3
Revenus - Deuxième trimestre de 2010	354,3 \$	28,3 \$	148,3 \$	(20,9) \$	510,0 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté - Deuxième trimestre de 2009	32,6 \$	(0,5) \$	21,3 \$	(5,8) \$	47,6 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(0,5)	-	(0,1)	-	(0,6)
Activités existantes					
Effet du papier	-	-	2,1	-	2,1
Taux de change	1,0	(0,3)	-	-	0,7
Croissance interne (négative)	13,8	(2,2)	(1,6)	(1,5)	8,5
Bénéfice d'exploitation ajusté - Deuxième trimestre de 2010	46,9 \$	(3,0) \$	21,7 \$	(7,3) \$	58,3 \$

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau ci-dessus et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 18) afférente aux états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 avril 2010.

La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 24,7 millions de dollars, soit 6,5 %, passant de 379,0 millions au deuxième trimestre de 2009 à 354,3 millions au deuxième trimestre de 2010. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les effets négatifs des variations des taux de change et du papier, les revenus ont augmenté de 0,3 million de dollars, soit 0,1 %.

La diversification de notre clientèle, notre position de leader dans la majorité de nos créneaux ainsi que l'apport du contrat d'impression du *San Francisco Chronicle* ont plus que compensé les conditions de marché qui affectent présentement nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues ainsi que nos activités d'impression de produits marketing. La baisse des revenus du secteur est principalement attribuable à la vente, en mai 2009, de l'usine du Groupe du détail située en Ohio. De plus, en raison de volumes d'affaires quasi-majoritairement en devise américaine, nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues ont de nouveau été affectées par les fluctuations du taux de change.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté, il est passé de 32,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 à 46,9 millions au deuxième trimestre de 2010, ce qui représente une augmentation de 43,9 %. Cette hausse de

14,3 millions de dollars a fait bondir la marge d'exploitation ajustée, qui est passée de 8,6 % au deuxième trimestre de 2009 à 13,2 % au deuxième trimestre de 2010. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que l'effet positif relié aux taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 13,8 millions de dollars, soit 42,3 %. L'efficacité de notre plan de rationalisation mis de l'avant au cours de l'exercice 2009 et de l'efficacité opérationnelle accrue ont contribué à la croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté pour le Groupe du détail, le Groupe des produits marketing et le Groupe des journaux qui a, quant à lui, également bénéficié de l'apport du contrat d'impression du *San Francisco Chronicle*.

De plus, des efforts considérables seront consacrés au projet d'investissement visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail* jusqu'en 2028. Notons que ce projet, qui a été amorcé en 2009, vise la mise sur pied d'une nouvelle et innovatrice plateforme pancanadienne d'impression de journaux et de circulaires. Il s'agira du premier réseau intégrant l'impression de ces deux produits à travers le Canada. Cela permettra de générer des revenus additionnels de près de 25 millions de dollars en plus de créer un certain nombre de synergies. De plus, notre efficacité globale s'en trouvera améliorée, grâce à l'augmentation de la productivité de nos équipements et à une meilleure utilisation de nos capacités. Cet investissement permettra aussi de réduire les dépenses en immobilisations dans le Groupe du détail au cours des prochaines années. Ce réseau offrira la capacité d'ajouter de la couleur à chaque page du quotidien *The Globe and Mail* tout en comblant les besoins de nos clients détaillants. Le projet avance selon les échéanciers prévus et, par conséquent, la production devrait démarrer au début du prochain exercice financier.

Au cours de la seconde moitié de l'exercice 2010, le secteur de l'impression continuera d'accroître son efficacité opérationnelle afin de conserver une structure de coûts adaptée au marché dans nos divers créneaux d'impression tout en consolidant davantage sa position de leader au Canada. De plus, un nouveau client s'est ajouté à notre usine de Fremont, en Californie, et nous poursuivons nos démarches dans le but d'ajouter des revenus additionnels.

Secteur des communications marketing

Les revenus du secteur des communications marketing ont augmenté de 2,7 millions de dollars passant de 25,6 millions au cours du deuxième trimestre de 2009 à 28,3 millions en 2010. En excluant l'effet du taux de change, les revenus ont augmenté de 4,0 millions de dollars, soit 15,6 %. Cette croissance interne positive est expliquée par notre Division des solutions d'impression numérique et notre Division du prémédia qui ont su profiter de nouveaux contrats.

La perte d'exploitation ajustée a augmenté. Elle est passée de 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2009 à 3,0 millions en 2010, soit une hausse de 2,5 millions de dollars. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée a diminué, passant de -2,0 % pour le deuxième trimestre de 2009 à -10,6 % en 2010. En excluant l'effet relié aux taux de change, la perte d'exploitation ajustée a augmenté de 2,2 millions de dollars en raison d'une augmentation de l'amortissement ainsi qu'une augmentation des coûts liés au développement de notre offre de produits numériques et de services marketing par le biais d'investissements stratégiques.

Au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2010, le secteur des communications marketing intensifiera le développement de son offre de solutions marketing numériques en plus de son optimisation. De plus, l'acquisition de LIPSO Systèmes vient s'inscrire à notre stratégie de croissance dans le domaine du numérique et des communications marketing et, du même coup, vient répondre à une demande grandissante de nos clients au chapitre de l'utilisation des solutions mobiles à des fins marketing et transactionnelles. Ses technologies uniques viendront bonifier notre offre de plus en plus intégrée auprès des annonceurs.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 2,9 millions de dollars, soit 1,9 %, passant de 151,2 millions au deuxième trimestre de 2009 à 148,3 millions au deuxième trimestre de 2010. En excluant les publications fermées ou vendues, les revenus ont augmenté de 2,2 millions de dollars, soit 1,5 %.

La croissance interne positive pour le deuxième trimestre de 2010 provient d'une hausse de revenus dans l'ensemble de nos groupes, à l'exception de notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que de notre Groupe d'édition de livres pédagogiques. En effet, la hausse des revenus de notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques expliquée par le développement de nos plateformes numériques, ainsi que l'augmentation des revenus des activités de distribution qui ont profité à notre Groupe des solutions aux communautés locales, ont été partiellement compensé par une baisse des revenus de notre Groupe d'édition de livres pédagogiques.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 0,4 million de dollars, soit 1,9 %, passant de 21,3 millions au deuxième trimestre de 2009 à 21,7 millions au deuxième trimestre de 2010. En excluant les dispositions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 1,6 million de dollars, ou 7,5 %. Cette baisse provient en majeure partie de notre Groupe d'édition de livres pédagogiques et, dans une moindre mesure, de notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques qui poursuivent leurs investissements stratégiques sur leurs diverses plateformes numériques. Cette baisse est toutefois contenue principalement par les effets positifs des mesures de rationalisation déployées au cours de l'exercice 2009 dans l'ensemble de nos groupes.

La marge d'exploitation ajustée s'est établie à 14,6 % au deuxième trimestre de 2010, en hausse par rapport à 14,1 % au deuxième trimestre de 2009. Cette hausse est largement attribuable au plein effet des mesures de rationalisation mises en place au cours de l'exercice financier 2009.

Au cours du deuxième trimestre de 2010, le secteur des médias a procédé au lancement de nouveaux produits visant à la fois à améliorer son offre numérique et son offre de publications de nature plus traditionnelle, mais adaptée aux besoins actuels des consommateurs. Par conséquent, le Groupe des solutions aux communautés locales a procédé au lancement du site *dealstreet.ca* et a également lancé un nouvel hebdomadaire, le *Rive-Sud Express*, accompagné de son propre site internet diversifié et interactif. Le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a quant à lui lancé le magazine *PREMIUM*, une publication novatrice et haut de gamme qui est un premier titre en format bookzine au Québec.

Au cours de la deuxième moitié de 2010, le secteur des médias concentrera ses efforts sur l'expansion et l'amélioration de son offre sur ses nombreuses plateformes numériques par l'entremise, entre autres, de récents sites, tels que notre site de prémagasinage *dealstreet.ca* ainsi que notre outil de gestion de réputation en ligne destiné aux entreprises offert par *weblocal.ca*. Nous poursuivrons par ailleurs la monétisation de nos produits numériques par l'entremise de l'élargissement de notre réseau de ventes. Finalement, des signes de légère reprise sont ressentis dans nos activités traditionnelles d'édition de magazines, ce qui amplifiera l'effet de nos efforts visant l'amélioration continue de leur efficacité.

Activités intersectorielles et autres activités

Les revenus d'activités intersectorielles et d'autres activités sont passés d'un total négatif de 24,7 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2009 à un total négatif de 20,9 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à la diminution des transactions intersectorielles. Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 5,8 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2009 à un total négatif de 7,3 millions en 2010, et ce, principalement en raison d'une charge de compression non récurrente relative au remplacement des régimes de retraite hybrides ou à prestations déterminées par des régimes de retraite à cotisations déterminées.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2010

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	%
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009	1 095,9 \$		78,5 \$		(150,7) \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(40,6)	(3,7) %	2,0	2,5 %	1,7	s.o.
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	49,1	s.o.
Activités existantes						
Effet du papier	(21,1)	(1,9) %	3,7	4,7 %	3,1	s.o.
Taux de change	(14,8)	(1,4) %	(1,6)	(2,0) %	0,3	s.o.
Croissance interne	2,2	0,2 %	23,0	29,3 %	10,2	s.o.
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	182,9	s.o.
Dividendes sur actions privilégiées	-	- %	-	- %	(3,4)	s.o.
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010	1 021,6 \$	(6,8) %	105,6 \$	34,5 %	93,2 \$	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats des six premiers mois de l'exercice 2010 et ceux des six premiers mois de l'exercice 2009.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 40,6 millions de dollars et augmenté le bénéfice d'exploitation ajusté de 2,0 millions. Cette réduction des revenus provient de la vente de notre usine du Groupe du détail située en Ohio ainsi que de la fermeture de certaines publications et journaux dans le secteur des médias partiellement compensée par l'apport des acquisitions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications) et Conversys. Déduction faite des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur effet positif sur le bénéfice net s'est établi à 1,7 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément négatif de 21,1 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu des effets positifs respectivement de 3,7 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 3,1 millions sur le bénéfice net.
- L'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et mexicaine a eu un effet sur les résultats des six premiers mois de l'exercice 2010, puisqu'elle a occasionné des diminutions de 14,8 millions de dollars des revenus et de 1,6 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, l'effet relatif aux taux de change a surtout été attribuable à la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine. La variation du taux de change moyen au cours des six premiers mois de 2010, comparativement à la moyenne au cours des six premiers mois de 2009, s'établissait à 15,4 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et à 9,2 %, en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif de 8,3 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 6,5 millions de

dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet positif de 0,1 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet négatif de 4,0 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 2,3 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 0,3 million de dollars.

- La croissance interne positive des revenus s'est établie à 2,2 millions de dollars, ou 0,2 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2010. Cette hausse est attribuable, en grande partie, aux nouveaux contrats d'impression du *San Francisco Chronicle* et de Rogers partiellement compensée par nos activités d'impression des magazines, des livres et des catalogues ainsi que nos activités d'impression de produits marketing qui subissent encore, mais à plus petite échelle, les effets des conditions de marché actuelles.
- La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté de 23,0 millions de dollars, ou 29,3 % au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, est principalement attribuable au plein effet du plan de rationalisation mis en place au cours de l'exercice 2009. De plus, l'amélioration soutenue de notre efficacité opérationnelle ainsi que l'entrée en vigueur des nouveaux contrats d'impression ont largement compensé la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur des communications marketing qui continue à développer son offre de produits numériques et de services marketing par l'entremise d'investissements stratégiques.

Amortissement

Les dépenses en amortissement se sont accrues de 8,8 millions de dollars, soit 15,3 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2010. Elles s'établissent à 66,5 millions de dollars, comparativement à 57,7 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Cette hausse provient principalement du démarrage de notre usine de Fremont en Californie, où l'on imprime le quotidien *San Francisco Chronicle*, et des investissements complétés à l'usine de Transcontinental Transmag, partiellement compensés par l'effet du taux de change et les cessions ou les fermetures de publications et d'usines.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Un montant de 4,7 millions de dollars avant impôts (3,3 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2010 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Dépréciation d'actifs et transfert d'équipements de 0,8 million de dollars avant impôts (0,6 million après impôts) reliés à du matériel de production qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse de l'activité de certaines de nos entités.
- Frais de restructuration de 3,9 millions de dollars avant impôts (2,7 millions après impôts) reliés à la réduction d'effectifs.

Un montant de 40,4 millions de dollars avant impôts (29,1 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2009 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 27,3 millions de dollars sont reliés à la dépréciation d'actifs et au transfert d'équipements et 13,1 millions à la réduction d'effectifs reliée au plan de rationalisation annoncé au début de l'exercice 2009.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, un montant de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,7 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondaient à la radiation d'écarts d'acquisition dans les secteurs de l'impression et des communications marketing associée essentiellement à nos activités d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants étaient liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 2,2 millions de dollars, soit 11,5 %, passant de 19,2 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2009 à 21,4 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2010. Cette augmentation est principalement attribuable aux taux d'intérêt plus élevés liés aux ententes de financement conclues au cours du dernier exercice. Cette hausse est toutefois compensée par un niveau d'endettement net inférieur à celui de 2009 en raison de la vente de la quasi-totalité de nos activités de publipostage aux États-Unis, l'émission d'actions privilégiées ainsi que l'effet relié à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et européenne.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 31,6 millions de dollars, passant d'un recouvrement de 16,1 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009 à une dépense de 15,5 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2010. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 19,3 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 22,9 %, comparativement à 9,8 millions, ou 16,5 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Cette augmentation du taux d'imposition est surtout attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts sur les bénéfices ainsi qu'à l'augmentation du bénéfice d'exploitation.

Activités abandonnées

Au cours du deuxième trimestre de 2010, la Société a annoncé la clôture de la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage aux États-Unis pour un produit net de 105,7 millions de dollars. Conséquemment, un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 32,9 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré au cours des six premiers mois de l'exercice, incluant un gain lié à l'abandon des activités de 38,3 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 5,4 millions de dollars (16,2 millions en 2009) liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte nette de 150,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de l'exercice 2009 à un bénéfice net de 93,2 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et une dépréciation d'actifs et frais de restructuration en 2009 combinées à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis, à une augmentation du bénéfice d'exploitation et à des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices. Toutefois, ces éléments sont partiellement compensés par une augmentation des impôts sur les bénéfices ainsi que des dividendes sur actions privilégiées. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte de 1,87 \$ à un bénéfice de 1,16 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 11,9 millions de dollars, ou 24,1 %, passant de 49,3 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009 à 61,2 millions au cours de la même période en 2010. Par action, il a augmenté de 0,15 \$, passant de 0,61 \$ à 0,76 \$.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

(non vérifiés)				
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0 \$	(144,3) \$	93,2 \$	(150,7) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	-	3,4	-
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(34,7)	2,3	(32,9)	16,2
Part des actionnaires sans contrôle	-	(0,1)	0,3	0,2
Impôts sur les bénéfices	10,7	(13,6)	15,5	(16,1)
Escompte sur vente de débiteurs	0,3	1,4	0,9	3,1
Frais financiers	10,5	8,7	20,5	16,1
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	-	169,3	-	169,3
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	2,8	23,9	4,7	40,4
Bénéfice d'exploitation ajusté	58,3	47,6	105,6	78,5
Amortissement	32,7	29,4	66,5	57,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	91,0 \$	77,0 \$	172,1 \$	136,2 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0 \$	(144,3) \$	93,2 \$	(150,7) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(34,7)	2,3	(32,9)	16,2
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	2,0	17,3	3,3	29,1
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	-	154,7	-	154,7
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34,3	30,0	61,2	49,3
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,8	80,8	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,42 \$	0,37 \$	0,76 \$	0,61 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(57,4) \$	(23,6) \$	(0,8) \$	9,2 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(128,1)	(74,2)	(134,0)	(91,0)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,7 \$	50,6 \$	133,2 \$	100,2 \$
Dette à long terme			786,7 \$	746,8 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			5,9	175,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(14,6)	(6,8)
Endettement net			778,0 \$	915,3 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2010			2009			2008		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	510 \$	512 \$	570 \$	504 \$	531 \$	565 \$	615 \$	536 \$	544 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	91	81	120	83	77	59	108	75	83
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajustée	17,8 %	15,8 %	21,1 %	16,5 %	14,5 %	10,4 %	17,6 %	14,0 %	15,3 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	56 \$	45 \$	72 \$	47 \$	(146) \$	14 \$	80 \$	48 \$	54 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	58	47	85	53	48	31	81	48	56
Marge du bénéfice d'exploitation ajustée	11,4 %	9,2 %	14,9 %	10,5 %	9,0 %	5,5 %	13,2 %	9,0 %	10,3 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions	67 \$	26 \$	43 \$	25 \$	(144) \$	(6) \$	(94) \$	30 \$	37 \$
Par action	0,83	0,32	0,54	0,31	(1,79)	(0,08)	(1,16)	0,37	0,45
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34	27	53	31	30	19	51	30	33
Par action	0,42	0,34	0,65	0,39	0,37	0,24	0,63	0,37	0,40
En % de l'exercice	- %	- %	39 %	24 %	22 %	15 %	37 %	21 %	23 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Au chapitre des revenus, nous pouvons remarquer l'effet du ralentissement économique nord-américain en 2009 ainsi que l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine au cours de cette même période. Toutefois, nous notons également l'effet de l'efficacité des mesures de rationalisation déployées qui ont limité les répercussions de ce ralentissement sur le bénéfice à compter du troisième trimestre de l'exercice 2009. De plus, le quatrième trimestre est supérieur aux autres puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées à l'automne, sans compter qu'il s'agit de la période de pointe pour l'impression de livres ainsi que pour notre Groupe d'édition de livres pédagogiques.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière Pour les trimestres terminés les 30 avril (non vérifiés)

(en millions de dollars)	2010	2009
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments		
hors caisse liés à l'exploitation	70,7 \$	50,6 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(128,1)	(74,2)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(57,4)	(23,6)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(2,2)	(1,3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(25,5)	(59,6)
Autres	(7,4)	(9,3)
Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(35,1)	(70,2)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	4,8	100,2
Remboursement de la dette à long terme	(2,7)	(1,6)
Diminution du crédit à terme rotatif	(16,9)	(18,7)
Dividendes sur actions participantes	(7,3)	(6,4)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	-
Autres	2,0	(0,8)
Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies	(21,8)	72,7
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	778,0	915,3
Capitaux propres	1 193,5	942,0
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	2,08	3,38 ⁽¹⁾
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB- Stable	BBB- Stable

⁽¹⁾ Comme publié initialement.

Activités d'exploitation

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté. Ils ont atteint 70,7 millions de dollars en 2010, comparativement à 50,6 millions en 2009. Cette variation est surtout attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté compensée partiellement par la hausse des frais financiers. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une sortie de fonds de 128,1 millions de dollars en 2010, comparativement à une sortie de fonds de 74,2 millions en 2009. Cet écart résulte essentiellement de l'utilisation moindre de notre programme de titrisation partiellement compensée par le moment du paiement de certains créiteurs. Par conséquent, les fonds liés à l'exploitation des activités

poursuivies ont diminué, occasionnant une sortie de fonds de 57,4 millions de dollars en 2010, comparativement à une sortie de fonds de 23,6 millions en 2009.

Activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2010, nous avons investi 25,5 millions de dollars en immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions, dont la majorité est relative au projet *The Globe and Mail*. Les investissements en immobilisations corporelles sont en baisse de 34,1 millions comparativement aux 59,6 millions investis en 2009, principalement en raison du projet du *San Francisco Chronicle* qui est maintenant complété.

Activités de financement

La Société a versé 7,3 millions de dollars en dividendes sur actions participantes, soit 9 cents par action, au deuxième trimestre de 2010 par rapport à 6,4 millions de dollars, soit 8 cents par action, au trimestre correspondant de l'exercice 2009. De plus, au deuxième trimestre de 2010, la Société a versé 1,7 million de dollars en dividendes sur les actions privilégiées de série D. Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provinciaux.

Actions émises et en circulation	Au 30 avril 2010	Au 31 mai 2010
Catégorie A (droit de vote subalterne)	65 106 172	65 106 267
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 708 885	15 708 790
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

Instruments d'emprunt

En date du 30 avril 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 2,08 (2,59 au 31 octobre 2009) principalement en raison du produit de la vente de la quasi-totalité des actifs du Groupe du publi-postage aux États-Unis, d'une augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté et de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Par ailleurs, la Société a maintenant atteint son objectif, fixé au cours du dernier exercice, de maintenir ce ratio à l'intérieur d'une fourchette cible de 2,00 à 2,50.

Au 30 avril 2010, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme de crédit à terme rotatif (« tranche A »), qui vient à échéance en septembre 2012, au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains dont 243,7 millions étaient utilisés.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) de la banque européenne HypoVereinsbank, d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production au cours des deux prochaines années. Ce financement sera tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de la date du dernier tirage, qui ne peut être plus tard qu'en juillet 2010. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de cette facilité au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Au 30 avril 2010, un montant de 47,8 millions d'euros (64,3 millions de dollars) a été tiré à même ce financement (23,7 millions d'euros [37,7 millions de dollars] au 31 octobre 2009).

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter les travaux d'aménagement d'un immeuble loué. Au 30 avril 2010, ces engagements se chiffraient à 28,2 millions de dollars, soit 1,9 million de dollars américains, 6,5 millions d'euros et 17,5 millions de dollars canadiens. Les paiements minimums exigibles prévus en 2010 et 2011 sont équivalents à 15,9 millions de dollars et 12,3 millions, respectivement.

Arrangements hors bilan (titrisation)

La Société vend sur une base renouvelable, dans le cadre de son entente de titrisation, certains de ses débiteurs à une fiducie qui a elle-même vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à Transcontinental. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 300,0 millions de dollars, incluant un montant maximal de 100,0 millions de dollars américains. Le programme de titrisation des débiteurs vient à échéance en août 2010.

Au 30 avril 2010, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 191,4 millions de dollars (240,3 millions au 31 octobre 2009), dont la totalité étaient des droits conservés par la Société (128,4 millions au 31 octobre 2009), donnant lieu à une contrepartie nette nulle (111,9 millions au 31 octobre 2009, soit 77,3 millions de dollars canadiens et 32,0 millions de dollars américains). Au 30 avril 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme était de 155,1 millions de dollars (202,3 millions au 31 octobre 2009). Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, la Société a constaté un escompte total de 0,3 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2010 (1,4 million pour le deuxième trimestre de 2009) à la suite de la vente de débiteurs. La Société respecte tous ses engagements en vertu des conventions régissant ce programme.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Certaines des conventions comptables de la Société exigent des évaluations et font appel au jugement. Les éléments les plus significatifs exigeant le recours à des évaluations et au jugement de la direction sont l'évaluation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, la comptabilisation des avantages sociaux futurs octroyés aux employés et la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La direction évalue ses estimations sur une base continue en utilisant des données historiques et autres facteurs, incluant l'environnement économique actuel. Puisque des événements futurs ou changements dans les circonstances et leurs effets ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient différer significativement de ses estimations. Des changements dans ces estimations résultant de changements perpétuels dans l'environnement économique seront reflétés dans les états financiers des périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Regroupement d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de l'application des IFRS pour son exercice financier 2010 ainsi que des informations quantitatives, si disponibles, pour ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2011. Ces informations seront utilisées par la Société afin de présenter les éléments comparatifs pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

La Société a établi une structure organisationnelle de gestion de projet composée de membres de différents échelons et de diverses fonctions afin d'assurer la coordination et le suivi de l'avancement du projet. Des ressources ayant les compétences et l'expérience nécessaires ont été affectées à la réalisation du projet.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases :

Phase 1 – Évaluation

Au cours de cette phase, la Société a procédé à une évaluation de haut niveau visant à cerner les différences majeures entre les IFRS et ses conventions comptables, ainsi qu'à une évaluation des principaux aspects de la Société pouvant être touchés par l'adoption des IFRS, puis a conçu un plan de conversion détaillé. Étant donné que des changements sont prévus aux normes IFRS au cours de la période de conversion et que ces modifications pourraient avoir des conséquences sur le plan de conversion, un processus de vigie a été mis en place.

Phase 2 – Conversion

Au cours de cette phase, la Société conçoit et élabore des solutions pour traiter les différences identifiées à la phase 1. Elle détermine les modifications à apporter aux conventions comptables, informations financières, systèmes d'information, processus opérationnels et contrôles internes actuels afin de procéder à la conversion aux IFRS.

L'incidence de cette conversion sur les ententes contractuelles est évaluée et les modifications nécessaires sont apportées. Une stratégie de gestion du changement est mise en place pour répondre aux besoins d'information et de formation des différents intervenants.

Phase 3 – Mise en œuvre

Cette phase finale a pour objectif de permettre la présentation continue de l'information selon les IFRS et de faciliter le partage des connaissances. Les modifications à la phase 2 sont mises en œuvre et des tests sont effectués afin de nous assurer que les écarts soient résolus avant la date de la conversion. La stratégie de gestion du changement amorcée à la phase 2 se poursuit jusqu'à ce que la conversion soit complétée.

La Société a terminé la phase 1 et a commencé la phase de conversion au cours de l'exercice 2009. L'évaluation préliminaire des différences au chapitre des conventions comptables et principaux aspects de la Société est terminée et nous a permis de prioriser les normes à analyser au cours de la phase 2.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement de la réalisation du plan de conversion aux IFRS au 30 avril 2010.

	<u>Principales activités</u>	<u>Échéancier</u>	<u>État d'avancement</u>
Information financière	<p>Identifier et analyser les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Société.</p> <p>Concevoir et élaborer des solutions pour résoudre les différences.</p> <p>Faire la sélection des choix de conventions comptables IFRS et des exemptions permises conformément à IFRS 1.</p> <p>Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.</p>	<p>Complété avant le 31 octobre 2010. Suivi et mise à jour pendant l'exercice 2011.</p>	<p>Identification et évaluation préliminaire des différences et des choix terminées.</p> <p>Analyse détaillée des différences et des choix de conventions comptables en cours.</p>
	<p>Préparer le bilan d'ouverture et compiler l'information financière pour préparer les états financiers IFRS comparatifs.</p>	<p>Au cours de l'exercice 2011.</p>	<p>À venir.</p>
Systèmes d'information et processus	<p>Évaluer les incidences des changements sur les systèmes d'information et les processus et y apporter les modifications requises.</p> <p>Élaborer une stratégie pour compiler l'information en parallèle (selon les PCGR du Canada et les IFRS) pendant l'année financière 2011 et la mettre en œuvre.</p>	<p>Modifications des systèmes d'information et processus finalisées à temps pour compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.</p>	<p>Évaluation globale des répercussions potentielles sur les systèmes d'information et processus terminée.</p> <p>Incidences sur les systèmes d'information et processus évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.</p>

Contrôles internes	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information et mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Incidences sur les contrôles internes évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.
Formation et communication	Déterminer les besoins de formation et offrir cette formation.	Séances de formation au cours des exercices 2010 et 2011.	Formation spécifique donnée aux principaux intervenants du processus de conversion et formation générale données aux employés de la fonction finance.
	Communiquer la progression du plan de conversion avec les parties prenantes.	Communications régulières au cours des exercices 2010 et 2011.	Plan de communication élaboré et communications régulières sur la progression du plan en cours.
Affaires	Évaluer les incidences sur les ententes contractuelles de la Société (respect des clauses restrictives financières, programmes de rémunération, etc.). Apporter les modifications nécessaires aux ententes contractuelles.	Modifications apportées avant le 31 octobre 2011.	Évaluation globale des répercussions potentielles sur les ententes effectuée. Incidences sur les ententes contractuelles évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.

Différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société

Les éléments suivants ont été évalués comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Ces éléments ne représentent pas une liste exhaustive des impacts découlant de la transition aux IFRS et des modifications pourraient y être apportées d'ici le passage aux IFRS.

<u>Sujet</u>	<u>Éléments susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société</u>
Avantages du personnel (IAS 19)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut choisir de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor (telle qu'utilisée par la Société) ou la constatation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu. La Société a l'intention de conserver la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. • Un exposé-sondage a été publié et propose la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu ainsi que la présentation du coût des services rendus et des frais financiers dans les résultats. La publication de la norme est prévue en 2011.
Coûts d'emprunts (IAS 23)	<ul style="list-style-type: none"> • Les IFRS exigent la capitalisation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Selon les PCGR du Canada, une entité a le choix de capitaliser les coûts d'emprunts ou de les passer en charge. La Société a comme convention comptable de capitaliser les coûts d'emprunts. • Les IFRS sont plus directifs sur la nature des coûts d'emprunts capitalisables que les PCGR du Canada. IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition déterminée ou à compter de la date de transition. La Société n'a pas encore terminé l'analyse de ces éléments.

<p>Dépréciation d'actifs (IAS 36)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le test de dépréciation des actifs se fait au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les écarts d'acquisition sont alloués aux UGT ou groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise. Pour déterminer si une dépréciation doit être prise, la valeur comptable de l'UGT est comparée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés). Selon les PCGR du Canada, on compare la valeur comptable aux flux de trésorerie futurs non actualisés et si une dépréciation est requise, le montant de la dépréciation se fait en comparant la valeur comptable de l'actif à sa juste valeur. Les impacts pour la Société seront déterminés lors du test de dépréciation des actifs qui sera effectué lors de la transition aux IFRS. Les dépréciations sur des actifs autres que celles sur les écarts d'acquisition peuvent être reprises selon certaines conditions. Selon les PCGR du Canada les reprises n'étaient pas permises.
<p>Immobilisations corporelles (IAS 16)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'actif doit être amortie séparément. Selon les PCGR du Canada, une entité doit amortir une composante importante distinctement lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire et que la durée de vie de chacune des composantes peut faire l'objet d'une estimation. La Société n'a pas encore terminé l'analyse de cet élément.
<p>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Selon les IFRS, une entité peut décomptabiliser un actif financier selon certaines conditions qui sont axées sur une notion de transfert des risques et avantages. En vertu des PCGR du Canada, les conditions pour décomptabiliser un actif financier sont plutôt axées sur une notion de transfert de contrôle de l'actif. Pour la Société, les débiteurs vendus dans le cadre de l'entente de titrisation pourraient ne plus répondre aux conditions pour être décomptabilisés en vertu des IFRS.
<p>Participation dans des coentreprises (IAS 31)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les IFRS permettent de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle (tel qu'utilisée par la Société) ou la méthode de la mise en équivalence (valeur de consolidation). La Société n'a pas terminé l'analyse de cet élément. Un exposé-sondage a été publié et propose d'abolir le choix de la méthode de la consolidation proportionnelle. La publication de la norme est prévue en 2010.

La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » est la norme que devra appliquer la Société pour dresser son bilan d'ouverture IFRS. L'objectif de cette norme est de fournir un point de départ pour une comptabilité conforme aux IFRS à un coût qui ne dépasse pas les avantages attendus. Ainsi, certaines mesures d'allègement, appelées exemptions, sont permises afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Certaines exemptions sont facultatives et d'autres sont obligatoires. La liste qui suit présente certaines exemptions qui sont susceptibles d'avoir un impact important pour la Société. Cette liste n'est pas définitive ni exhaustive et les impacts quantitatifs seront communiqués lorsqu'ils seront connus.

Exemption	Description et statut
<p>Avantages du personnel</p>	<p>IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux bénéficiaires non répartis en date de transition et d'appliquer IAS 19 de façon prospective. La Société prévoit adopter cette exemption.</p>
<p>Montant cumulé des différences de conversion</p>	<p>IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les différences de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. IFRS 1 permet que le montant cumulé des différences de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le profit ou perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les différences de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS. La Société prévoit adopter cette exemption.</p>

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société tente de façon continue de diminuer son exposition aux risques et aux incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou en matière de trésorerie. Conséquemment, le directeur de la gestion des risques et la direction revoient continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur notre programme de gestion de risques est revu annuellement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines ou encore à des efforts de synergie entre ses segments d'activité. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les conséquences.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Lors de l'exercice 2009, la Société a réalisé des activités de financement et de refinancement importantes afin de mener à bien son programme de dépenses en immobilisations ainsi que pour s'assurer d'une flexibilité financière additionnelle.

Bien que la Société ait réussi à réaliser toutes ces activités de financement et de refinancement au cours d'une période de crise économique importante, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a aucune garantie que des fonds additionnels puissent être disponibles, et s'ils le sont, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Société.

Notre programme de titrisation des débiteurs de 300,0 millions de dollars, qui est inutilisé au 30 avril 2010, arrive à échéance en août 2010. Notons que nous avons bon espoir de conclure une entente de renouvellement de notre programme de titrisation prochainement qui nous permettrait, par conséquent, de disposer d'une marge de manœuvre additionnelle pour financer nos futurs besoins en capitaux.

Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société soit en bonne situation financière avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 2,08 et que les flux de trésorerie disponibles de la Société seront plus élevés au cours de l'exercice 2010 compte tenu des flux de trésorerie additionnels qui seront générés par le projet du *San Francisco Chronicle* et des dépenses en immobilisations qui seront moindres que celles encourues au cours du dernier exercice.

La Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 30 avril 2010, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 65 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 35 % (64 % et 36 %, respectivement, au 31 octobre 2009).

Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixes et à taux variables.

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Crédit

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Régimes de retraite

Le 1^{er} juin dernier, la Société a remplacé ses régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées par des régimes à cotisations déterminées. Par conséquent, la Société limite son risque lié qu'aux services passés des régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées puisqu'il n'encourt aucun risque pour les services futurs des régimes à cotisations déterminées. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Concurrence

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Répartition géographique et taux de change

Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a varié considérablement au cours du deuxième trimestre de 2010, comparativement au deuxième trimestre de 2009. Le taux de change s'établissait en moyenne à 1,2400 CAD/USD pendant le deuxième trimestre de 2009, comparativement à 1,0495 CAD/USD en moyenne pendant le deuxième trimestre du présent exercice.

Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à appairier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Au 30 avril 2010, pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme visant la vente de 113 millions de dollars américains (118 millions de dollars américains au 31 octobre 2009), dont 39 millions, 41 millions et 33 millions seront vendus en 2010, 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 25 mois à des taux variant de 1,0310 à 1,2839. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long du deuxième trimestre de 2010.

Nouveaux médias

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Difficulté du recrutement de personnel qualifié

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Tests de dépréciation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Échange d'information confidentielle

À la suite de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, nous avons réduit notre exposition au risque d'échange d'information confidentielle. La Société demeure toutefois exposée à ce risque dans ses autres activités. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Développement des affaires

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Intégration des acquisitions

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Perte de réputation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Actions participantes et actions privilégiées

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Risques environnementaux

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009* ainsi que le *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement*.

Risques liés aux matières premières et aux envois postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Futures politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis

À la suite de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, nous avons réduit considérablement notre exposition au risque d'envois postaux. Toutefois, la Société demeure exposée à ce risque dans ses autres activités. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction, y compris le président et chef de la direction ainsi que le vice-président et chef de la direction financière, de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société avait apporté, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Tout d'abord, nous nous attendons à une croissance des revenus plus soutenue de notre secteur des communications marketing d'ici la fin de l'exercice en raison de notre capacité d'intégrer notre offre de solutions numériques à des programmes marketing sur mesure. D'ailleurs, l'acquisition stratégique de LIPSO Systèmes vient compléter cette offre à merveille par l'entremise de ses solutions mobiles intégrées incluant la connectivité, la gestion des transactions et le développement d'applications qui répondent à une demande grandissante de nos clients.

De plus, nous maintiendrons nos efforts considérables dans le projet visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail* dont le commencement de la production est prévu pour le début du prochain exercice financier et qui nous permettra de générer des revenus additionnels de près de 25 millions de dollars annuellement. Notons que ce projet permettra la mise sur pied d'une plateforme pancanadienne unique d'impression de journaux et de circulaires qui représentera, à lui seul, près du deux tiers des dépenses en immobilisations de la Société au cours du présent exercice. Ce projet permettra, entre autres, d'imprimer *The Globe and Mail* selon les termes du contrat d'une durée de 18 ans qui entrera en vigueur dès le début de la production. Nous poursuivrons également nos activités d'impression du *San Francisco Chronicle* qui nous permettront de générer des flux monétaires additionnels à l'an dernier au cours du troisième trimestre.

Au chapitre de notre secteur des médias, nous prévoyons une certaine reprise des budgets publicitaires des annonceurs dits « nationaux », ce qui devrait profiter à notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que, dans une moindre mesure, à notre Groupe des solutions aux communautés locales. De plus, avec le développement de nos multiples plateformes numériques, nos revenus du Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques devraient également augmenter au cours des prochains trimestres.

Malgré que nous ressentions une stabilisation dans plusieurs de nos créneaux, certains de nos créneaux demeureront sensibles aux conditions de marchés ainsi qu'à la surcapacité de production. Ainsi, nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues devraient continuer de subir l'effet des baisses du nombre de pages et d'exemplaires combiné à une plus faible demande de produits spécialisés et d'ouvrages religieux tout en étant exposées à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine pour l'exportation de ses produits aux États-Unis. De plus, nos activités d'impression de produits marketing devraient continuer d'être affectées par les réductions de la portion des budgets marketing des entreprises allouée à cet outil ainsi que d'une surcapacité de production.

Au cours des deux premiers trimestres du présent exercice, la Société a grandement bénéficié des mesures de rationalisation effectuées à compter de février 2009. La contribution de ces mesures diminuera d'ici la fin de l'exercice 2010. Bien que ce soit dans une moindre mesure, la Société réalise continuellement des progrès au chapitre de son efficacité opérationnelle, ce qui compensera partiellement la diminution de l'effet des mesures de rationalisation au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2010.

Par ailleurs, à la suite de notre deuxième trimestre, nous croyons maintenant que notre programme de dépenses en immobilisations sera légèrement moindre que prévu et nous estimons qu'il sera dorénavant d'un peu plus de 150 millions de dollars.

Au nom de la direction,
Le vice-président et chef de la direction financière,



Benoît Huard
Le 8 juin 2010

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	510,0 \$	531,1 \$	1 021,6 \$	1 095,9 \$
Frais d'exploitation	354,1	394,2	728,4	831,0
Frais de vente, frais généraux et administratifs	64,9	59,9	121,1	128,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	91,0	77,0	172,1	136,2
Amortissement (note 3)	32,7	29,4	66,5	57,7
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	2,8	23,9	4,7	40,4
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	169,3	-	169,3
Bénéfice (perte) d'exploitation	55,5	(145,6)	100,9	(131,2)
Frais financiers (note 6)	10,5	8,7	20,5	16,1
Escompte sur vente de débiteurs (note 10)	0,3	1,4	0,9	3,1
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	44,7	(155,7)	79,5	(150,4)
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) (note 7)	10,7	(13,6)	15,5	(16,1)
Part des actionnaires sans contrôle	-	(0,1)	0,3	0,2
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	34,0	(142,0)	63,7	(134,5)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées (note 8)	34,7	(2,3)	32,9	(16,2)
Bénéfice net (perte nette)	68,7	(144,3)	96,6	(150,7)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	-	3,4	-
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	67,0 \$	(144,3) \$	93,2 \$	(150,7) \$
Bénéfice net (perte nette) par action participante - de base et dilué (note 12)				
Activités poursuivies	0,40 \$	(1,76) \$	0,75 \$	(1,67) \$
Activités abandonnées	0,43	(0,03)	0,41	(0,20)
	0,83 \$	(1,79) \$	1,16 \$	(1,87) \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)	80,8	80,8	80,8	80,8

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
non vérifiés

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette)	68,7 \$	(144,3) \$	96,6 \$	(150,7) \$
Autres éléments du résultat étendu :				
Variation nette latente de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 1,5 million de dollars et (0,4) million pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2010 (1,5 million et (0,3) million pour les mêmes périodes en 2009)	(0,3)	3,5	(5,4)	(2,3)
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 0,5 million de dollars et 0,6 million pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2010 (0,6 million et 2,1 millions pour les mêmes périodes en 2009)	5,3	1,9	7,2	5,2
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	5,0	5,4	1,8	2,9
Gains (pertes) nets latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(2,0)	3,6	(2,9)	(1,8)
Autres éléments du résultat étendu (note 15)	3,0	9,0	(1,1)	1,1
Résultat étendu	71,7 \$	(135,3) \$	95,5 \$	(149,6) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
non vérifiés

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009
Solde au début de la période	645,9 \$	753,5 \$
Bénéfice net (perte nette)	96,6	(150,7)
	742,5	602,8
Dividendes sur actions participantes	(13,8)	(12,9)
Dividendes sur actions privilégiées	(3,6)	-
Solde à la fin de la période	725,1 \$	589,9 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14,6 \$	34,7 \$
Débiteurs (note 10)	358,8	306,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	17,3	4,1
Stocks	74,7	74,3
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	21,5	20,1
Impôts futurs	8,4	11,0
	495,3	450,2
Immobilisations corporelles	932,3	938,8
Écarts d'acquisition (note 5)	672,7	673,4
Actifs incorporels	186,4	184,3
Impôts futurs	143,6	141,5
Autres éléments d'actif	57,9	68,3
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	-	93,2
	2 488,2 \$	2 549,7 \$
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	268,3 \$	360,0 \$
Impôts sur les bénéfices à payer	28,1	27,0
Abonnements perçus d'avance et dépôts	39,0	37,2
Impôts futurs	2,0	0,5
Portion à court terme de la dette à long terme (note 11)	5,9	7,0
	343,3	431,7
Dette à long terme (note 11)	786,7	818,8
Impôts futurs	107,0	109,0
Autres éléments du passif	57,4	43,8
Passif lié aux activités abandonnées (note 8)	-	31,1
	1 294,4	1 434,4
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,1
Engagements (note 17)		
Capitaux propres		
Capital-actions	476,3	476,5
Surplus d'apport (note 14)	13,3	12,9
Bénéfices non répartis	725,1	645,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	(21,2)	(20,1)
	703,9	625,8
	1 193,5	1 115,2
	2 488,2 \$	2 549,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	68,7 \$	(144,3) \$	96,6 \$	(150,7) \$
Moins : Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées (note 8)	34,7	(2,3)	32,9	(16,2)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	34,0	(142,0)	63,7	(134,5)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement (note 3)	38,7	35,2	78,8	68,4
Dépréciation d'actifs (note 4)	0,2	8,4	0,3	24,9
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	169,3	-	169,3
Gain à la cession d'actifs	(0,2)	(1,2)	(0,6)	(1,3)
Impôts futurs	(2,6)	(21,3)	(9,1)	(29,1)
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	1,3	(1,7)	(0,7)	(4,1)
Rémunération à base d'actions (note 13)	1,1	0,6	1,6	0,8
Autres	(1,8)	3,3	(0,8)	5,8
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,7	50,6	133,2	100,2
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(128,1)	(74,2)	(134,0)	(91,0)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	(57,4)	(23,6)	(0,8)	9,2
Fonds liés à l'exploitation des activités abandonnées	7,1	1,7	5,8	(21,6)
	(50,3)	(21,9)	5,0	(12,4)
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 16)	(2,2)	(1,3)	(2,8)	(13,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(26,3)	(62,6)	(89,0)	(159,8)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,8	3,0	1,6	3,1
Augmentation des actifs incorporels et autres éléments d'actif	(7,4)	(9,3)	(10,6)	(11,5)
Fonds liés aux investissements des activités poursuivies	(35,1)	(70,2)	(100,8)	(181,2)
Fonds liés aux investissements des activités abandonnées	93,0	1,3	92,2	(0,2)
	57,9	(68,9)	(8,6)	(181,4)
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	4,8	100,2	37,7	100,2
Remboursement de la dette à long terme	(2,7)	(1,6)	(7,8)	(3,2)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	(16,9)	(18,7)	(29,6)	28,1
Dividendes sur actions participantes	(7,3)	(6,4)	(13,8)	(12,9)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	-	(3,6)	-
Autres	2,0	(0,8)	1,4	(1,3)
Fonds liés au financement des activités poursuivies	(21,8)	72,7	(15,7)	110,9
Fonds liés au financement des activités abandonnées	(0,9)	-	(0,9)	(0,3)
	(22,7)	72,7	(16,6)	110,6
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères				
	-	(0,3)	0,1	(0,7)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	(15,1)	(18,4)	(20,1)	(83,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	29,7	25,2	34,7	90,7
	14,6 \$	6,8 \$	14,6 \$	6,8 \$
Information additionnelle				
Intérêts payés	11,1 \$	3,1 \$	20,4 \$	14,6 \$
Impôts payés (recouvrés) sur les bénéfices	35,0 \$	(0,6) \$	34,1 \$	18,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers intermédiaires doivent être lus en tenant compte des plus récents états financiers consolidés annuels.

1. Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats de nos activités sont grandement influencés par le marché de la publicité, qui est plus actif aux deuxième et quatrième trimestres. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre division d'édition d'ouvrages pédagogiques.

Le 1er décembre 2009, la Société a conclu un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises pour couvrir entre autres i) le risque de change lié aux achats futurs d'équipements de production, qui seront financés par la facilité de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) obtenue de la banque européenne HypoVereinsbank et (ou) ii) le risque de change lié aux paiements d'intérêt et de capital de cette facilité libellée en euros. Le contrat d'échange de taux d'intérêts interdevises, en vertu duquel les achats futurs d'équipements de production libellés en euros ainsi que la totalité des versements d'intérêt et de capital sur la facilité libellée en euros ont été fixés en dollars canadiens, est désigné comme couverture de flux de trésorerie.

Conformément à la comptabilité de couverture, la Société applique les conventions comptables suivantes :

Pour les instruments financiers dérivés classés comme couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé des résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux versements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Les frais d'intérêt sur la facilité couverte sont inscrits aux taux d'intérêt et de change de la couverture.

2. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

a) Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

b) États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

3. Amortissement

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Immobilisations corporelles	28,8 \$	26,5 \$	58,6 \$	52,4 \$
Actifs incorporels	3,9	2,9	7,9	5,3
	32,7	29,4	66,5	57,7
Actifs incorporels et autres éléments d'actifs, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	6,0	5,8	12,3	10,7
	38,7 \$	35,2 \$	78,8 \$	68,4 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours de l'exercice 2010.

Le tableau suivant présente le détail de ce programme :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril					
	2010			2009		
	Passif au 31 janvier 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé
Mesures de rationalisation						
Impression						
Réduction d'effectifs	8,1 \$	2,2 \$	3,7 \$	6,6 \$	9,1 \$	2,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,3	0,2	0,2	0,3	2,4	2,3
Communications marketing						
Réduction d'effectifs	0,7	-	0,1	0,6	1,1	1,1
Médias						
Réduction d'effectifs	1,0	0,2	0,2	1,0	2,9	2,9
	10,1	2,6	4,2	8,5	15,5	8,7
Impression						
Dépréciation d'actifs	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	5,7	s.o.
Médias						
Dépréciation d'actifs	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	2,7	s.o.
	10,1 \$	2,8 \$	4,2 \$	8,5 \$	23,9 \$	8,7 \$
Total						
Réduction d'effectifs	9,8 \$	2,4 \$	4,0 \$	8,2 \$	13,1 \$	6,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,3	0,2	0,2	0,3	2,4	2,3
Dépréciation d'actifs	s.o.	0,2	s.o.	s.o.	8,4	s.o.
	10,1 \$	2,8 \$	4,2 \$	8,5 \$	23,9 \$	8,7 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

(en millions de dollars)	Total		Six mois terminés les 30 avril				2009	
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au	Montant	Montant	Passif au	Montant	Montant
			31 octobre 2009	imputé aux résultats	payé	30 avril 2010	imputé aux résultats	payé
Mesures de rationalisation								
Impression								
Réduction d'effectifs	27,2 \$	27,6 \$	8,8 \$	3,5 \$	5,7 \$	6,6 \$	9,1 \$	2,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	3,7	3,8	0,1	0,5	0,3	0,3	2,4	2,3
Communications marketing								
Réduction d'effectifs	1,2	1,2	0,8	-	0,2	0,6	1,1	1,1
Médias								
Réduction d'effectifs	9,4	9,4	3,7	0,4	3,1	1,0	2,9	2,9
	41,5	42,0	13,4	4,4	9,3	8,5	15,5	8,7
Impression								
Dépréciation d'actifs	17,7	17,7	s.o.	0,2	s.o.	s.o.	21,1	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	3,8	s.o.
	60,8 \$	61,3 \$	13,4 \$	4,7 \$	9,3 \$	8,5 \$	40,4 \$	8,7 \$
Total								
Réduction d'effectifs	37,8 \$	38,2 \$	13,3 \$	3,9 \$	9,0 \$	8,2 \$	13,1 \$	6,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	3,7	3,8	0,1	0,5	0,3	0,3	2,4	2,3
Dépréciation d'actifs	19,3	19,3	s.o.	0,3	s.o.	s.o.	24,9	s.o.
	60,8 \$	61,3 \$	13,4 \$	4,7 \$	9,3 \$	8,5 \$	40,4 \$	8,7 \$

5. Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours du deuxième trimestre de 2010, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition. Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur le marché et celle fondée sur l'actualisation des flux monétaires. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. S'il y a des éléments qui indiquent une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche des flux monétaires pour l'estimer. Les flux monétaires futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010, aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'est requise. Pour la même période en 2009, étant donné les conditions économiques difficiles, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 166,5 millions de dollars dans les secteurs de l'impression et des communications marketing, principalement reliée aux activités d'impression commerciale, et une charge de dépréciation des noms commerciaux de 2,8 millions dans le groupe des solutions aux consommateurs du secteur des médias.

6. Frais financiers

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Frais financiers de la dette à long terme	9,5 \$	8,2 \$	19,9 \$	15,2 \$
Autres frais	0,8	0,8	1,5	1,1
Perte (gain) de change	0,2	(0,3)	(0,9)	(0,2)
	10,5 \$	8,7 \$	20,5 \$	16,1 \$

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2010, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 0,6 million de dollars et 1,3 million, respectivement (1,0 million et 2,6 millions pour les mêmes périodes en 2009).

7. Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	13,4 \$	(48,1) \$	23,9 \$	(46,4) \$
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(1,8)	(4,5)	(3,7)	(7,7)
Écart permanent sur la dépréciation des écarts d'acquisition	-	37,8	-	37,8
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	(2,4)	-
Autres	(0,9)	1,2	(2,3)	0,2
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	10,7 \$	(13,6) \$	15,5 \$	(16,1) \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	11,5 \$	7,6 \$	19,3 \$	9,8 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	(0,8)	(6,6)	(1,4)	(11,3)
Impôts sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	(14,6)	-	(14,6)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	(2,4)	-
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	10,7 \$	(13,6) \$	15,5 \$	(16,1) \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009. Ces réductions du taux d'imposition provincial ont eu pour effet de réduire la charge d'impôt et le passif d'impôts futurs net de 2,4 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

8. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publi-postage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Ce groupe du secteur de l'impression a généré des revenus de l'ordre de 170,0 millions de dollars américains en 2009 et emploie quelque 1200 personnes. La clôture de la transaction a eu lieu le 1er avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	29,9 \$	51,0 \$	77,5 \$	111,6 \$
Charges	34,5	55,1	84,6	136,1
Perte avant impôts sur les bénéfices	(4,6)	(4,1)	(7,1)	(24,5)
Impôts sur les bénéfices recouvrés	(1,0)	(1,8)	(1,7)	(8,3)
Perte liée à l'exploitation des activités abandonnées	(3,6)	(2,3)	(5,4)	(16,2)
Gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de 25,0	38,3	-	38,3	-
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	34,7 \$	(2,3) \$	32,9 \$	(16,2) \$

Le tableau suivant présente l'actif net lié aux activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Au	
	30 avril 2010	31 octobre 2009
Actif à court terme	- \$	32,4 \$
Actif à long terme	-	60,8
	- \$	93,2 \$
Passif à court terme	- \$	25,4 \$
Passif à long terme	-	5,7
	- \$	31,1 \$
Actif net lié aux activités abandonnées	- \$	62,1 \$

9. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et à cotisations déterminées à l'intention de ses employés et ceux de ses filiales participantes. Le 1er février 2010, la Société a annoncé la conversion, pour le service futur, de ses régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées à compter du 1er juin 2010. Conséquemment, une charge de compression spéciale de 3,3 millions de dollars été enregistrée dans les états financiers consolidés du deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le coût lié à ces régimes est le suivant :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Régimes à prestations déterminées	7,3 \$	4,5 \$	11,3 \$	8,7 \$
Régimes à cotisations déterminées	0,6	0,5	1,1	1,0
	7,9 \$	5,0 \$	12,4 \$	9,7 \$

10. Débiteurs

La Société est partie à une entente de titrisation de ses débiteurs, échéant en août 2010, dont la contrepartie maximale nette est de 300,0 millions de dollars, incluant un maximum de 100,0 millions de dollars américains. En vertu de cette entente, la Société s'est engagée à vendre sur une base continue certains de ses débiteurs à une fiducie qui a vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société.

Le tableau suivant présente le détail des débiteurs vendus en vertu de cette entente :

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009
Débiteurs vendus	191,4 \$	240,3 \$
Droits conservés	191,4	128,4
Contrepartie nette	- \$	111,9 \$
Contrepartie nette libellée en dollars canadiens	- \$	77,3 \$
Contrepartie nette libellée en dollars américains (32,0 millions de dollars américains en 2009)	- \$	34,6 \$

Au 30 avril 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme est de 155,1 millions de dollars (202,3 millions au 31 octobre 2009).

11. Dette à long terme

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 550,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, répartie en deux tranches, A et B, de 400,0 millions et 150,0 millions, respectivement. Le 4 décembre 2009, la Société a remboursé et annulé la tranche B pour un montant de 150,0 millions de dollars. L'échéance prévue de cette tranche B était le 14 mai 2010. Le crédit à terme rotatif de la Société est maintenant constitué uniquement de la tranche A qui vient à échéance en septembre 2012. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, à la suite de la vente de ses actifs de publipostage aux États-Unis, la Société a remboursé la portion en devises américaines de son crédit à terme rotatif pour un montant de 103,0 millions de dollars américains.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) de la banque européenne HypoVereinsbank, d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production au cours des deux prochaines années. Ce financement sera tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de la date du dernier tirage, qui ne peut être plus tard qu'en juillet 2010. Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de cette facilité au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Au 30 avril 2010, un montant de 47,8 millions d'euros (64,3 millions de dollars) a été tiré à même ce financement (23,7 millions d'euros (37,7 millions de dollars) au 31 octobre 2009).

12. Bénéfice net (perte nette) par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 avril :

	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Numérateur (en millions de dollars)				
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	34,0 \$	(142,0) \$	63,7 \$	(134,5) \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	-	3,4	-
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	32,3 \$	(142,0) \$	60,3 \$	(134,5) \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	80,8	80,8	80,8	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	-	0,1	-
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	80,9	80,8	80,9	80,8

Dans le calcul du bénéfice dilué par action, 1 064 160 options sont considérées anti-dilutives au 30 avril 2010 (2 053 716 au 30 avril 2009), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

13. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars et 0,4 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2010 et 2009, respectivement. Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril 2010 et 2009, les charges ont été de 0,4 million de dollars et 0,9 million, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois terminés les 30 avril			
	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	2 045 585	16,78 \$	2 096 496	17,26 \$
Levées	(5 200)	10,48	-	-
Annulées	(255 065)	21,40	(42 780)	19,43
Options émises à la fin de la période	1 785 320	16,14 \$	2 053 716	17,21 \$

	Six mois terminés les 30 avril			
	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	2 006 575	17,23 \$	1 820 621	18,61 \$
Octroyées	173 100	13,09	317 700	9,64
Levées	(20 320)	9,50	-	-
Annulées	(374 035)	20,95	(84 605)	18,95
Options émises à la fin de la période	1 785 320	16,14 \$	2 053 716	17,21 \$
Options pouvant être levées aux 30 avril	1 254 970	17,56 \$	1 444 426	18,56 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2010, la contrepartie reçue a été de 0,1 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Pour les périodes des trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009, il n'y a eu aucune levée d'options d'achat d'actions. Aucun montant n'a été transféré du surplus d'apport au capital-actions au cours de ces périodes.

13. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de six mois terminées les 30 avril :

	2010	2009
Juste valeur des options d'achat d'actions	4,31 \$	3,90 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,5 %	1,4 %
Volatilité prévue	38,6 %	32,2 %
Taux d'intérêt sans risque	2,74 %	2,09 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses dirigeants en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 30 avril			
	2010		2009	
	UAD	UAR	UAD	UAR
Solde au début de la période	121 060	133 675	765 121	586 334
Unités annulées	-	-	(49 929)	(13 099)
Unités payées	(1 306)	-	-	-
Dividendes versés en unités	641	141	-	-
Solde à la fin de la période	120 395	133 816	715 192	573 235

Nombre d'unités	Six mois terminés les 30 avril			
	2010		2009	
	UAD	UAR	UAD	UAR
Solde au début de la période	127 870	103 282	548 808	221 357
Unités octroyées	53 240	44 081	277 013	384 865
Unités annulées	(58 141)	(13 688)	(104 545)	(32 987)
Unités payées	(3 799)	-	(6 084)	-
Dividendes versés en unités	1 225	141	-	-
Solde à la fin de la période	120 395	133 816	715 192	573 235

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2010 et 2009 ont été de 0,7 million de dollars et 0,3 million, respectivement. Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril 2010 et 2009, les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats ont été de 1,5 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Un montant de 0,1 million a été versé en vertu de ce régime au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010 (aucun montant n'a été versé au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2010, ni au cours des périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009).

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	Solde au début de la période	135 179	124 593	167 783
Rémunération des administrateurs	8 073	15 106	15 614	30 095
Unités payées	-	-	(40 923)	-
Dividendes versés en unités	912	1 361	1 690	2 344
Solde à la fin de la période	144 164	141 060	144 164	141 060

La charge (le renversement) enregistrée dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2010 et 2009 a été de 0,2 million de dollars et (0,1) million, respectivement. Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril 2010 et 2009, la charge (le renversement) enregistrée dans les états consolidés des résultats a été de 0,3 million de dollars et (0,3) million, respectivement. Un montant de 0,5 million a été versé en vertu de ce régime au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010 (aucun montant n'a été versé au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2010, ni au cours des périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009).

14. Surplus d'apport

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009
Solde au début de la période	12,9 \$	11,3 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 13)	0,4	0,9
Solde à la fin de la période	13,3 \$	12,2 \$

15. Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2008	(25,5) \$	(15,2) \$	(40,7) \$
Variation nette des gains (pertes) latents, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1,8)	2,9	1,1
Solde au 30 avril 2009	(27,3) \$	(12,3) \$	(39,6) \$
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes) latents, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2,9)	1,8	(1,1)
Solde au 30 avril 2010	(23,7) \$	2,5 \$	(21,2) \$

Au 30 avril 2010, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des exercices ultérieurs comme suit :

(en millions de dollars)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Gains (pertes) latents sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(1,0) \$	0,8 \$	1,5 \$	1,0 \$	0,9 \$	(0,2) \$	(0,1) \$	2,9 \$
Impôts sur les bénéfices recouverts (charges)	0,3	(0,1)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	0,1	-	(0,4)
	(0,7) \$	0,7 \$	1,2 \$	0,8 \$	0,7 \$	(0,1) \$	(0,1) \$	2,5 \$

16. Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010, la Société a effectué l'acquisition suivante :

Secteur d'exploitation	Acquisition	Date d'acquisition
Communications marketing	100 % des actions de LIPSO Systèmes inc., un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées.	30 avril 2010

Conversys

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Conversys, acquise le 21 janvier 2009, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

Totem (anciennement Redwood Custom Communications)

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), acquise le 18 novembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions des périodes antérieures se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Total
Actifs acquis	
Fonds de roulement	0,9 \$
Immobilisations corporelles	0,1
Écarts d'acquisition (valeur fiscale nulle)	(0,9)
Actifs incorporels amortissables	4,3
Actif d'impôts futurs	0,2
	4,6 \$
Passifs pris en charge	
Passif d'impôts futurs	1,3 \$
	1,3
	3,3 \$
Contrepartie	
Encaisse déboursée	0,9 \$
Découvert bancaire de l'entreprise acquise	0,1
	1,0
Sommes à payer à court terme	2,3
	3,3 \$

Autres

Au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2010, la Société a payé les sommes de 1,3 million de dollars et 1,8 million, respectivement, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des périodes précédentes. De ces montants, 0,5 million et 1,0 million étaient inclus dans les sommes à payer à court terme.

17. Engagements

Immeuble et matériel de production

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter les travaux d'aménagement d'un immeuble loué. Au 30 avril 2010, ces engagements se chiffraient à 28,2 millions de dollars, soit 1,9 million de dollars américains, 6,5 millions d'euros et 17,5 millions de dollars canadiens. Les paiements minimums exigibles prévus en 2010 et 2011 sont équivalents à 15,9 millions de dollars et 12,3 millions, respectivement.

18. Information sectorielle

En novembre 2009, la Société a modifié sa structure d'exploitation afin de renforcer le positionnement de la Société dans les marchés de l'impression, des communications marketing et des médias. En conséquence, la direction a décidé de transférer l'ensemble de ses activités canadiennes d'impression commerciale du secteur des communications marketing au secteur de l'impression. Les données comparatives ont été reclassées afin de présenter l'information selon la nouvelle structure.

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
Revenus				
Secteur de l'impression	354,3 \$	379,0 \$	716,8 \$	786,0 \$
Secteur des communications marketing	28,3	25,6	58,6	65,5
Secteur des médias	148,3	151,2	284,0	291,1
Autres activités et montants non alloués	2,0	2,6	4,0	4,3
Ventes inter-sectorielles				
Secteur de l'impression	(20,2)	(25,1)	(35,0)	(43,7)
Secteur des communications marketing	(1,6)	-	(1,6)	(0,2)
Secteur des médias	(1,1)	(2,2)	(5,2)	(7,1)
Total des ventes inter-sectorielles	(22,9)	(27,3)	(41,8)	(51,0)
	510,0 \$	531,1 \$	1 021,6 \$	1 095,9 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels				
Secteur de l'impression	71,2 \$	54,2 \$	136,8 \$	102,6 \$
Secteur des communications marketing	0,7	1,6	3,8	5,8
Secteur des médias	26,0	25,5	42,3	37,3
Autres activités et montants non alloués	(6,9)	(4,3)	(10,8)	(9,5)
	91,0 \$	77,0 \$	172,1 \$	136,2 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation				
Secteur de l'impression	44,5 \$	(119,9) \$	83,3 \$	(108,1) \$
Secteur des communications marketing	(3,1)	(33,1)	(1,9)	(30,7)
Secteur des médias	21,4	13,1	33,3	19,8
Autres activités et montants non alloués	(7,3)	(5,7)	(13,8)	(12,2)
	55,5 \$	(145,6) \$	100,9 \$	(131,2) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾				
Secteur de l'impression	12,3 \$	64,0 \$	54,5 \$	118,7 \$
Secteur des communications marketing	2,6	0,8	4,6	1,5
Secteur des médias	2,5	1,8	4,5	4,1
Autres activités et montants non alloués	5,9	2,2	7,2	3,4
	23,3 \$	68,8 \$	70,8 \$	127,7 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels				
Secteur de l'impression	24,3 \$	21,6 \$	49,6 \$	42,9 \$
Secteur des communications marketing	3,7	2,1	5,6	3,9
Secteur des médias	4,3	4,2	8,6	8,3
Autres activités et montants non alloués	0,4	1,5	2,7	2,6
	32,7 \$	29,4 \$	66,5 \$	57,7 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

18. Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009
Actif		
Secteur de l'impression	1 472,3 \$	1 468,2 \$
Secteur des communications marketing	117,9	113,7
Secteur des médias	762,0	793,4
Autres activités et montants non alloués	136,0	81,2
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	-	93,2
	2 488,2 \$	2 549,7 \$
Écarts d'acquisition		
Secteur de l'impression	131,5 \$	131,6 \$
Secteur des communications marketing	32,9	33,2
Secteur des médias	507,4	507,7
Autres activités et montants non alloués	0,9	0,9
	672,7 \$	673,4 \$

19. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.